

ACTION

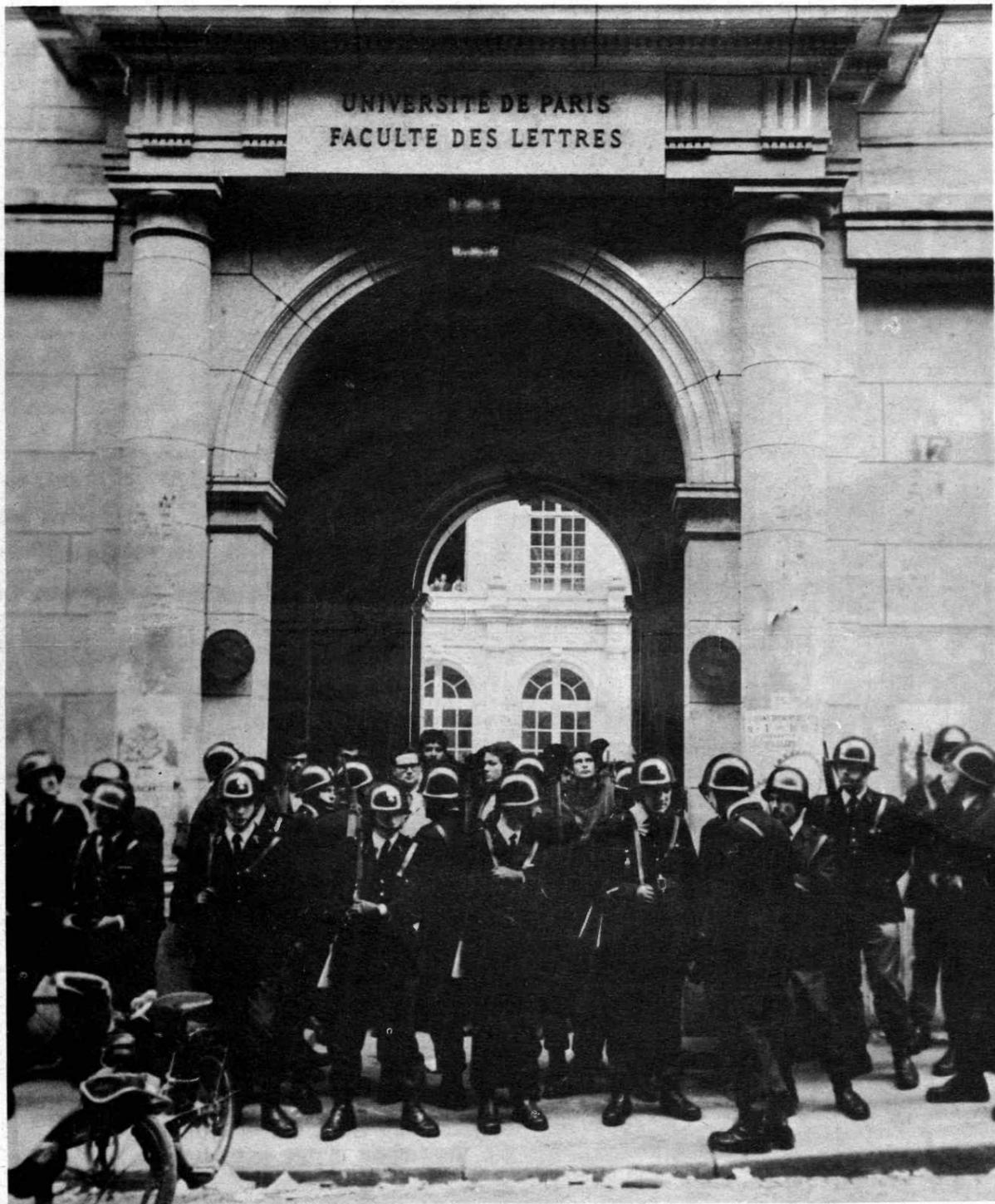
7 MAI 1968

n°1

Prix minimum: 0,50 F

REPRESSION = FAIRE

FACE!



MERCI ET ADIEU MONSIEUR ROCHE

Le 3 mai, Jean Roche, recteur de l'Académie de Paris a fait donner les gardes mobiles contre les étudiants. Il a pris ses responsabilités. Page 2 le récit des six heures qui ont ébranlé la Sorbonne.

CHIENS DE GARDE

Le mouvement contre la répression a contraint tous les gardiens de l'ordre à se démasquer. Etudiants, vous êtes à la une des journaux. Voyez comment on parle de vous.

Plusieurs centaines de gardes mobiles ont bravé vendredi dernier une poignée d'étudiants qui se livraient à un de leur chahut traditionnel aux alentours de la Sorbonne. « Ces trublions oublient un peu trop qu'ils sont, tout de même, des privilégiés. Les manifestants de la Bastille le leur ont rappelé l'autre jour en les traitant de « fils à papa ». J'ignore s'il y a parmi eux beaucoup de « fils à papa » mais je n'en serais pas tellement étonné ». (Paris-Jour)

Une faculté fait beaucoup parler d'elle : Nanterre-la-Folie. (Suite page 3)

Photos Elie Kagan

Pourquoi nous nous battons :

La presse et la radio vous ont dit : Quelques centaines de trublions interrompent le fonctionnement de l'Université. La presse et la radio vous ont dit : Ces gens sont des agitateurs. La presse et la radio vous ont dit que quelques centaines « d'enragés » font

régner la violence au quartier latin, et interdisent ainsi aux étudiants sérieux de travailler en paix. LA PRESSE, LA RADIO VOUS MENTENT. Peyrefitte, les ministères vous mentent.

(Suite page 4)

Alain Geismar : « Nous ne maintiendrons pas l'ordre »

Une déclaration du secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur.

« L'Université, temple de la culture, les professeurs, ses grands prêtres... il est plus que temps de désacraliser tout cet appareil, ce mythe et cette mystification. Au dernier congrès du S.N.E. Sup. nous disions : la pratique universitaire doit être fondamentalement modifiée. Un autre enseignement est à inventer. Nous nous y sommes employés avec un certain succès. (Suite page 3)

Ce journal a été réalisé avec le soutien de l'U.N.E.F. du Mouvement du 22 mars (Nanterre) et des Comités d'Action Lycéens (C.A.L.). Pour que l'action continue nous avons besoin d'argent. Effectuez vos versements à P. Brumberg. C.C.P. 23.898.73 Paris.



Un bruit court avec persistance : ROCHE voudrait démissionner. Soutenez votre recteur, Téléphonnez-lui A Odéon 24-13





Monsieur Roche
Préfet de Police
Universitaire

Merci et Adieu Monsieur Roche !

JEUDI 2 MAI.

Le doyen Grappin annonce la fermeture sine die de la faculté de Nanterre ; Il déclare : « Il apparaît à l'évidence que les libertés d'expression et de travail traditionnel, en usage dans les Facultés sont ouvertement bafouées ».

VENDREDI 3 MAI.

L'Université a répondu par la matraque à l'action des étudiants de Nanterre. Dès 10 heures du matin, à la Sorbonne, les étudiants ripostent. Le groupe fasciste Occident, célèbre pour ses agressions, ses incendies et ses actions de commandos, prenant acte de la fermeture de Nanterre annonce qu'il va « nettoyer » le quartier latin, pour exterminer « la vermine bolchevique ». Pour protéger la Sorbonne, des groupes d'auto-défense sont constitués aux portes. Mais la riposte contre les mesures autoritaires du pouvoir est plus importante que la bataille contre les groupes fascistes, le pouvoir, d'ailleurs, espère une telle bataille qui permettrait de réduire les actions étudiantes à des « rivalités intestines entre extrémistes ».

COUR DE LA SORBONNE 10 HEURES-MIDI.

A l'appel de l'UNEF, de la J.C.R. du M.A.U. et de la F.E.R., les étudiants parisiens tiennent un meeting de solidarité avec les étudiants de Nanterre qui se joignent à eux (mouvement du 22 mars). La veille on avait appris que 7 étudiants du mouvement du 22 mars menacés d'exclusion pour leur activité politique étaient appelés à comparaître devant le conseil de discipline de l'Université de Paris. Le Pouvoir frappant de prétendus meneurs veut intimider les étudiants. La matinée se déroule dans le calme.

L'APRES-MIDI

Le meeting se poursuit, un millier d'étudiants sont là pour dénoncer la répression universitaire et policière. A 15 heures le groupe « Occident » descend le boulevard Saint-Michel : Cent manifestants seulement, encadrés par trois rangs de paras et de nostalgiques de l'Indochine et de l'Algérie, venus de province et de Belgique, casques et matraques au poing, qui scandent « Vietcong assassin », avec à leurs bras des emblèmes du mouvement fasciste. Ils remontent la rue des Ecoles en direction de la Sorbonne. Ce n'est qu'à ce moment que la police intervient : Là, pas d'arrestations, on refoule le « cortège » en le canalisant vers la place Maubert. Quelques résidus fascistes sillonneront le quartier latin jusque dans la soirée, essayant de provoquer les étudiants.

La police cerne alors la Sorbonne ; se rapprochant des issues : il est 15 H 30.

A l'intérieur les étudiants, demandant l'ouverture d'un amphi, et refusent, comme leur demande l'administration, d'évacuer les lieux. Le Recteur Roche fait appel à la police pour fermer l'entrée de la faculté : plus un étudiant ne pourra rentrer : l'Union des étudiants communistes qui diffuse dans la Sorbonne un tract dénonçant les provocations des groupuscules d'extrême gauche, au moment où défile le commando Occident, se fait huer.

15 H30-16 HEURES.

Tout est calme. Pourtant à la radio le ton commence



à monter ; on parle déjà de scènes d'émeutes. On annoncera même que le service d'ordre étudiant descelle les plaques de marbre dans la cour de la Sorbonne (on a tout simplement avancé chaises et tables pour protéger les portes, au moment où le commando Occident approchait de la Sorbonne).

16 HEURES.

Deuxième entrevue entre les étudiants et l'administration. Deuxième conclusion : la police n'empêche plus seulement l'accès de la Sorbonne : elle ne permet plus d'en sortir. Faute de pouvoir se réunir dans un amphithéâtre les étudiants organisent un sit-in : on discute des formes d'action et des perspectives du mouvement étudiant. Comment lier l'action entreprise aux luttes ouvrières ? Comment lutter contre la répression ? Assis sur les marches, on discute des derniers événements de Nanterre, de la Sorbonne.

16 H 45.

Les étudiants discutent mais pour le Recteur Roche, une discussion doit déjà être un début d'émeute. Il appelle la police. Le sit-in s'interrompt par la force des choses. La provocation délibérée du recteur réussit : D'un seul coup la police fait irruption, arme au poing, comme au sortir de la tranchée. Ils sont 300.

Un peu plus tard les suivront les brigades d'intervention en treillis (moniteurs de judo et de karaté ; forces spéciales anti-émeutes), et des gardes mobiles crosses en main. Certains étudiants réussissent à fuir. Face au coup de force, les étudiants refusent la provocation. Pour limiter les incidents, une délégation s'enquiert des intentions des « représentants de l'ordre » ; S'il n'y a pas de résistance, ils promettent une sortie sans histoire. Le service d'ordre étudiant forme un cordon entre leurs camarades et les forces de police pour éviter les accrochages. Malgré les promesses, les premiers étudiants sont « cueillis » à la sortie et em-

barqués dans les cars de police. Nouvelle provocation. Le but : trouver le prétexte pour briser le mouvement.

Un moment d'hésitation : on relâche les filles tout de suite, à l'extérieur. Des groupes de manifestants se forment. Des « fauteurs de troubles », des « enragés », des « extrémistes » ? Ce ne sont même pas forcément des étudiants politisés ; nombre d'entre eux viennent tout simplement en bibliothèque. Ils ripostent spontanément à la présence policière dans l'Université et se joignent aux rescapés pour protester contre l'arrestation de leurs camarades. « Halte à la répression », « C.R.S. = S.S. ». Les mots d'ordre sont trouvés, normalement, spontanément. Toute la soirée ces réactions en chaîne se multiplient. Ces manifestations sont nées spontanément, l'une provoquant l'autre. Elles expriment la solidarité des étudiants contre l'arbitraire policier. Elles mettent à jour les racines profondes du mouvement dans le milieu étudiant.

Tout se déclenche, place de la Sorbonne au moment où partent les premiers cars. Charge de la police pour dégager la place, bombes fumigènes ; les manifestants, peu nombreux, refluent vers le Boulevard Saint-Michel. Immédiatement, sans qu'aucune consigne soit donnée, tout les services d'ordre, tous les dirigeants politiques et syndicaux sont bouclés dans la Sorbonne jusqu'à 20 heures, puis embarqués peu à peu au commissariat où ils seront fichés. D'autres jeunes, d'autres étudiants se regroupent autour des premiers noyaux. Beaucoup sont venus après les annonces de la radio, conscients de l'importance de la situation. Les uns remontent jusqu'au Luxembourg, le plus brûlant des points chauds de la soirée (la manifestation se prolongera jusqu'à 23 heures) puis à Port-Royal. D'autres vont jusqu'au carrefour Saint-Germain. Dispersés, ils reforment la manifestation au carrefour Saint-Jacques où ils bloquent les voitures.



La force de la police c'est l'immobilité, la force des manifestants c'est la mobilité. Il n'y aura pas d'affrontement direct entre la police et les manifestants. Ces derniers parviennent à « tenir » en ripostant par des projectiles ; ils arrachent des pavés, des grilles d'arbres, rattrapent au sol des grenades et les relancent. Ils forment des barricades, reculent face aux charges, contre les nappes de gaz lacrimogènes, se dispersent puis se reforment. Par deux fois, même, ils chargent. Ils veulent rester là. Leurs mots d'ordre :

Libérez nos camarades.

Halte à la répression.

Gaullisme dictature.

Retour dans les cars, un policier furieux d'avoir reçu un projectile dans l'omoplate « casse du manifestant ».

De vingt et une heures à vingt-deux heures les brigades d'intervention écument le quartier latin : tout civil est un suspect. La police matraque tout ce qui ressemble à un étudiant. Plus d'un passant, tout à fait étranger à la manifestation passe trois heures au poste.

40 étudiants s'échappent d'un car. Comment ? Il y a seulement quatre policiers dans le car ; dans une rue isolée, ils brisent les vitres et s'enfuient.

Depuis lors les « scènes d'émeutes » ont défrayé la chronique. Le trait dominant de la journée du 3 mai, c'est la spontanéité de la résistance à la répression policière. Elle prouve que l'on ne peut pas « casser » le mouvement par un coup de massue. Elle révèle la profondeur de la crise étudiante. Elle montre que l'agitation n'est pas le fait d'une « poignée d'enragés », mais qu'elle a rencontré un écho profond dans la masse étudiante. La journée du 3 mai c'est le premier moment d'une radicalisation de la lutte ; le mouvement commence à s'étendre en province, rencontre le soutien international.

Comme pour les manifestations de vendredi : A la dispersion succédera le regroupement du mouvement, chaque fois grossi de nouveaux militants actifs, les étudiants sont passés à un stade supérieur de l'action.

AU NOM DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE.
VIVE TOI! SALE ÉTUDIANT BIDON,
 SCIEUR DES PILIERS-MAÎTRES DE
 NOTRE MONDE : « L'UNIVERSITÉ, LA JUSTICE,
 L'ÉGLISE, L'ARMÉE... »



CAR ENFIN, GRÂCE À TOI
 ET POUR LA PREMIÈRE FOIS.
 NOUS SOMMES TOUTS D'ACCORD
 SUR CE QU'IL CONVIENT DE
 FAIRE...



... AU SUJET DE TON AVENIR.



WOLINS

Alain Geismar

“nous ne maintiendrons pas l'ordre”

Mais l'Université dans son ensemble continue d'apparaître aux étudiants les plus conscients comme une institution périmée. Ceux qu'elle forme seront, pour une part importante, des chômeurs s'ils obtiennent un diplôme ou des ratés s'ils n'en obtiennent pas. L'Université reste une institution intégrée à l'ordre social établi; de surcroît, son fonctionnement a lieu dans les plus mauvaises conditions, étant donné les restrictions budgétaires prévues par la dernière loi de finances.

Institution qui diffuse une idéologie liée à la classe dominante et dont les produits, dans leur grande majorité, s'intègrent naturellement à l'ordre bourgeois, l'Université apparaît donc dans une large mesure comme un élément de répression. Quand elle ne parvient plus à jouer ce rôle, le pouvoir lui substitue les gardes mobiles et les mousquetons. Si les universitaires ne peuvent partager les modes d'action des étudiants — en particulier des éléments les plus avancés — ils deviennent pourtant conscients de la crise générale de l'institution. Quand la police entre à l'Université, leur solidarité apparaît nettement: face à la répression, la solidarité ne se divise pas. La place des professeurs se trouve à côté des étudiants. Assurément ils ne partagent pas toujours toutes leurs analyses et, en majorité, s'inquiètent des formes parfois prises par leur action. Mais il leur semble indécent et inimaginable de renvoyer dos à dos étudiants et policiers ou d'émettre à ce moment-là des réserves sur la solidarité. Les problèmes posés sont des problèmes de fond. La police ne les résoudra pas. La répression élargira le mouvement.

Les étudiants mettent en cause l'Université et, à travers elle, l'ordre social. Qu'une large partie de la presse tente de les discréditer, cela est banal. Que le ministre de l'Éducation Nationale du régime reprenne les arguments de Springer, cela est dans la logique du système. Qu'il fasse venir la police à l'Université, cela est de sa part une faute politique.

En ce qui concerne l'attitude du recteur Roche, nous rappellerons seulement qu'après avoir recouru à la police, le vice-recteur de l'Université de Madrid a démissionné sous la pression des enseignants au mois de février dernier. De son côté, le professeur Tejero, doyen de la faculté de droit, démissionnait pour protester contre la présence des forces de l'ordre dans sa faculté.

Le syndicat appelle à la Grève. Sa direction a pris ses responsabilités. Il n'était pas concevable pour des syndicalistes que l'Université accepte la situation faite aux étudiants. »

Chiens de garde

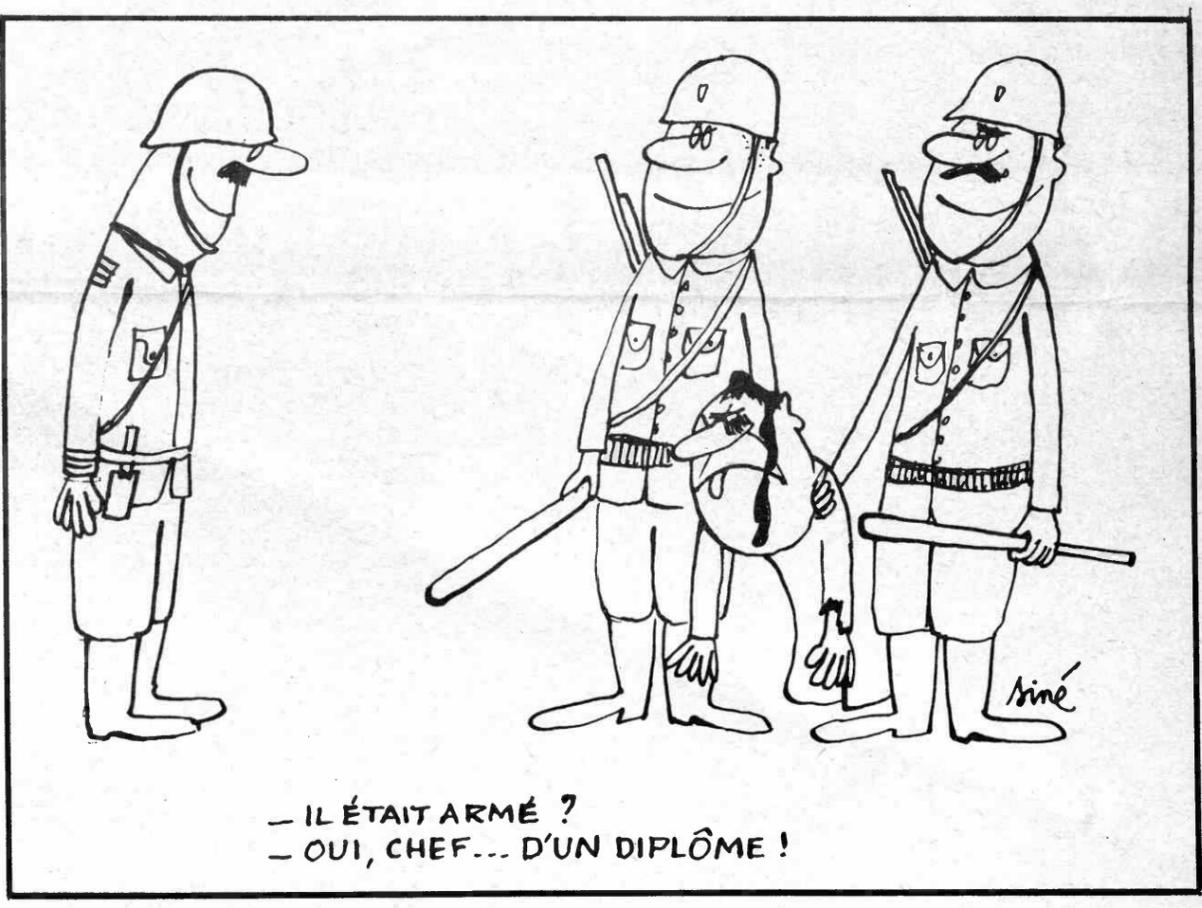
Savez-vous comment y vivent les étudiants ? au milieu de bidonvilles ou croupit un sous-prolétariat, la bourgeoisie a installé toutes les commodités dus à ces fils. « Lorsqu'ils sont fatigués, les résidents de Nanterre vont se reposer dans leurs chambres. Bien modestes à leur avis. Vous savez le genre de chambre qui coûte trois mille cinq cent anciens francs la nuit dans un hôtel : grandes baies vitrées, panneaux de liège pour afficher ce qu'on veut, cabinet de toilette séparé par une cloison, eau chaude, eau froide, prise pour le rasoir

électrique. Sur le palier salle de douche. Téléphone et petite cuisine avec réfrigérateur et cuisinière, et ascenseur bien sûr. Comme se sont des intellectuels, des femmes de charge s'occupent de nettoyer chaque jour chaque chambre... Le confort cinq étoiles ». (Paris-Jour) Mais aux dires du doyen Grappin, cette expérience reste un échec :

« Le mariage d'une résidence et d'une faculté s'est révélé malheureux à l'expérience. Le campus est devenu, je n'ose pas dire un chaudron de sorcière, mais un espace clos replié sur lui-même où toutes les rumeurs se sont développées ». (L'Aurore).

Les « fils à papa » méconnaissent le problème, ils insultent à la mémoire de leurs aînés qui ont tant fait de sacrifices pour leur assurer ces conditions de paradis.

« J'ai été étudiant, moi aussi, il me semble qu'aujourd'hui... »



— IL ÉTAIT ARMÉ ?
 — OUI, CHEF... D'UN DIPLÔME !



d'hui les étudiants ont la vie facile. Nous n'avons pas nous — sauf quelques privilégiés de résidence universitaires — nous vivions le plus souvent dans des chambres sans feu. Nous n'avons pas de ces restaurants corporatifs où l'on peut aujourd'hui faire un repas convenable pour 1,50 F. Vos cités, pour nous, c'aurait été le paradis. Alors travaillez et tenez-vous tranquilles. (Camille Leduc - Paris-Jour).

Mais parfois les chahuts peuvent dégénérer en drames. Les trublions s'en moquent. Ce ne sont pas eux qui payent les vitrines cassées. Le peuple est profondément désorienté, mais les bons Français veillent : ils dénoncent avec force les provocateurs qui prennent leurs directives à l'étranger.

« Certains groupuscules (anarchistes, trotskystes, maoïstes) composés en général de fils de grand bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn Bendit, prennent... »

(Suite page 4)

**Un autre bruit :
 ROCHE avant
 de démissionner
 ferait appel aux C.R.S.
 pour corriger
 les examens.**

nent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la faculté (dégradation des locaux, interruption des cours, proposition de boycott des examens, etc...) » (L'Humanité).

Ces fleurs de rhétorique n'ont pas simplement pour effet de ridiculiser leurs auteurs, elles sont venimeuses et visent systématiquement à isoler les étudiants et à dévaloriser leur lutte. Dans ce but, la presse fait appel à des recettes éprouvées. Les stéréotypes les plus éculés : l'étudiant-fils-à-papa, l'étudiant-qui-ne-fait-rien, les meurs-qui-ne-représentent-pas-la-majorité, s'allient à l'appel aux sentiments les plus douteux : l'anti-intellectualisme et la xénophobie. Il faut voir avec quelle délectation on glisse la formule l'« anarchiste allemand » Cohn Bendit. Le but de cette campagne est clair. Les appels à la répression ponctuent cette littérature.

Du Président du conseil municipal de Paris, Monsieur Caldagues... « Au moment où Paris, choisi pour lieu de lieu de rencontre à l'occasion des négociations sur le Vietnam, voit ainsi sa vocation de capital de la paix consacrée, il est inadmissible qu'une poignée d'agitateurs parmi lesquels certains abusent scandaleusement de la traditionnelle hospitalité française, se livrent à des actes de violences n'épargnant pas les passants ».

...Du député d'extrême droite M. Frédéric Dupont, qui demande dans une question orale adressée au ministre de l'Éducation nationale « les mesures qu'il compte prendre pour que les étudiants de Nanterre puissent normalement suivre leurs cours et passer leurs examens sans être menacés et parfois blessés par une minorité d'agitateurs... »

...Au député communiste M. Baillot qui demande à Peyrefitte dans une question orale « quelles mesures il compte prendre : 1) pour permettre aux étudiants de pouvoir étudier normalement et préparer leurs examens dans des bonnes conditions ; 2) pour apporter de véritables solutions aux légitimes revendications estudiantines (logements, restaurants universitaires, bourses, etc... ; 3) pour mettre en œuvre un plan d'urgence de construction de faculté et d'I.U.T. dans la région parisienne »...

La sainte alliance des bien-pensants se noue. « Etudiants, ces jeunes ? ils relèvent de la Correctionnelle plutôt que de l'Université ». (Jean Papillon - Le Figaro).

Pourquoi nous nous battons

Les raisons de la révolte

Ce n'est pas par plaisir que les étudiants affrontent les gardes mobiles casqués et armés jusqu'aux dents. Ce n'est pas par plaisir, qu'à l'heure des examens les étudiants répondent à la violence policière.

Ce n'est jamais par plaisir que l'on se bat contre plus fort que soi.

Pendant des années les étudiants ont protesté contre les mesures autoritaires que le gouvernement voulait leur imposer. Dans le calme, ils ont protesté contre la réforme Fouchet, contre les mesures Peyrefitte. Dans le calme, mais aussi dans l'indifférence générale ; pendant des années le pouvoir a ignoré leurs protestations comme il a ignoré celles des travailleurs. Pendant des années cette protestation est restée vaine et sans écho.

Aujourd'hui les étudiants résistent.

Leur seul crime c'est de refuser une université dont le seul but est de former les patrons de demain et les instruments dociles de l'économie. Leur seul crime, c'est de refuser un système social autoritaire et hiérarchique qui refuse toute opposition radicale ; c'est de refuser d'être les serviteurs de ce système.

Ce seul crime leur vaut la matraque et la prison.

Si les étudiants et les lycéens se sont mobilisés, s'ils ont affrontés la répression, c'est qu'ils veulent se défendre contre la répression policière et le pouvoir bourgeois, les étudiants sont en état de légitime défense.

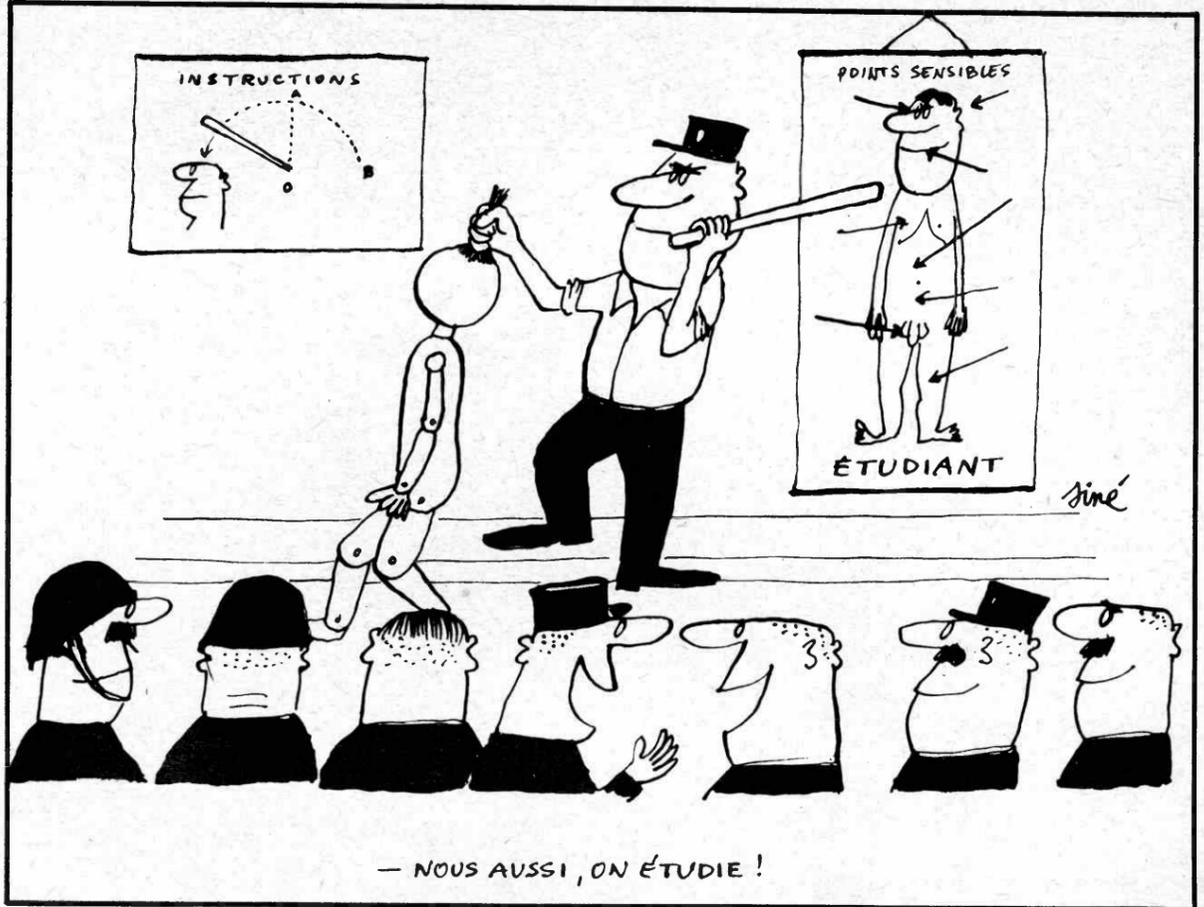
Ce qu'on veut aussi vous faire croire, c'est qu'il n'y a là qu'un dévouement d'une poignée d'agitateurs isolés, qui, bien sûr, viennent de Nanterre : C'est de Nanterre que viennent tous les maux. Le recours au nanterroisme n'explique rien. Le pouvoir se rassure à bon compte : les « trublions » de Nanterre ne sont pas, n'ont jamais été isolés. Sinon comment expliquer que dans toute l'Europe les étudiants manifestent. A un malaise général correspondent des causes générales.

Partout en Europe

Pour arrêter la révolte étudiante, décapiter Nanterre ne saurait suffire : celle qui naît aujourd'hui à Paris ne connaît pas de frontière ; à Berlin des milliers d'étudiants ont mis en échec un pouvoir d'Etat fort et réactionnaire. Le S.D.S. lui aussi ce n'était qu'une petite poignée d'agitateurs : aujourd'hui il représente le seul grand mouvement d'opposition à la fascisation de l'Allemagne occidentale. En Italie des milliers d'étudiants ont imposé leur droit à contester le système social. A une répression violente ils ont répondu par des manifestations encore plus violentes que celles de vendredi dernier. En Espagne, en Angleterre, au Brésil, à Louvain, partout en Europe et dans le monde les étudiants ont affronté dans la rue les forces de l'ordre bourgeois. Partout y compris à Paris, la violence de la répression a montré que les gouvernements, ont peur de ces mouvements, si faible en apparence et qui ont pourtant commencé d'ébranler l'ordre existant. Les campagnes de presse ont pourtant tenté d'isoler, de discréditer les mouvements : si les révoltes étudiantes occupent la Une des journaux, ce n'est pas dû à la tendresse particulière des journalistes. Au contraire, on ne cherche qu'à proportionner la campagne de haine au danger potentiel que court l'ordre social.

Un même combat

A Paris et à Nanterre ils ne se battent pas seuls ; ils ne se battent pas pour eux seuls. En Allemagne, le 1er mai, des dizaines de milliers d'étudiants et



d'ouvriers se sont retrouvés ensemble à l'initiative du S.D.S. dans la première manifestation anticapitaliste que Berlin ait connu depuis le nazisme. La « poignée d'agitateurs » est devenue mouvement de masses. Ceux qui luttent contre l'université capitaliste se sont retrouvés aux côtés de ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste.

En France, nous savons aussi que notre combat ne fait que commencer ; nous savons que la jeunesse est sensible à la crise capitaliste, à la crise de l'impérialisme qui opprime au Vietnam, en Amérique latine, partout dans le « tiers monde ». A Redon, à Caen, les jeunes ouvriers se sont révoltés violemment, plus violemment que nous. Cela, la presse qui nous attaque aujourd'hui, l'a passé sous silence. Malgré l'Etat, malgré le silence et les manipulations d'une presse à son service, nos luttes convergeront avec les leurs.

Aujourd'hui, les étudiants prennent conscience de ce qu'on veut faire d'eux : les cadres du système économique existant, payés pour le faire fonctionner au mieux. Leur combat concerne tous les travailleurs car il est le leur : ils refusent de devenir des professeurs au service d'un enseignement qui sélectionne les fils de la bourgeoisie et qui élimine les autres ; des sociologues fabricants de slogans pour les campagnes électorales du gouvernement, des psychologues, chargés de faire « fonctionner » les « équipes de travailleurs » selon les meilleurs intérêts du patron ; des cadres chargés d'appliquer contre les travailleurs un système auquel ils sont eux-mêmes soumis.

La jeunesse, lycéenne, étudiante, ouvrière, refuse l'avenir que lui offre la société actuelle ; elle refuse un chômage, sans cesse plus menaçant ; elle refuse l'Université d'aujourd'hui qui ne lui donne qu'une formation ultraspecialisée, sans valeur, qui, sous prétexte de « sélection », réserve le savoir aux fils de la bourgeoisie ; qui n'est qu'un instrument de répression contre toutes les idées non conformes aux intérêts de la classe dominante.

Quand elle se révolte avec violence, elle a conscience qu'elle rend plus évident et plus net ce refus ; elle a conscience que son combat ne peut aboutir que si les travailleurs en comprennent le sens et le font leur. C'est pourquoi aujourd'hui, nous continuons ; c'est pourquoi nous nous adressons à vous.



Il paraît qu'il aurait démissionné, dégoûté, et qu'il serait promu à de nouvelles fonctions dans la police.

LES INTELLECTUELS

Les soussignés s'élèvent avec vigueur contre la violation du territoire universitaire dont la Sorbonne a été, pour la première fois, le théâtre, le 4 mai 1968. Ils rappellent que, dans une récente situation de même espèce, un recteur d'université espagnole a dû donner sa démission. Ils apportent leur appui à l'action entreprise par le Syndicat Nationale de l'Enseignement Supérieur et considèrent que les décisions prises par ce Syndicat sont à la mesure des circonstances. Ils tiennent à informer l'opinion publique qu'à leur connaissance, et après enquête, aucun des groupes estudiantins considérés comme de gauche et d'extrême-gauche ne visent à organiser une grève des examens. Ils demandent aux intellectuels français de joindre leur signature à la présente déclaration.

Daniel Guérin, Michel Leiris, Jean-Pierre Vigier

LE S.D.S. SOLIDAIRE

Aujourd'hui, lundi, manifestation à Hambourg, Francfort Berlin, Munich, Cologne...

« Le S.D.S. affirme sa complète solidarité avec les étudiants français qui organisent lundi une grève nationale et dont les manifestations contre les mesures disciplinaires sont interdites. Le comportement sadique de la police, la collaboration des bureaucraties de l'Etat et de l'Université, comme la diffamation « d'une minorité d'agitateurs » (M. Peyrefitte) montrent des similitudes profondes avec la situation en Allemagne.

Dans les différentes villes le S.D.S. organisera des actions de solidarité avec les camarades étudiants français.

Bureau national du S.D.S. - Francfort.

Des messages de solidarité du S.V.B. (Hollande), des étudiants de Louvain, de l'Université libre de Bruxelles. (Dans ces dernières villes, des meetings sont organisés dès lundi) de l'Assemblée des étudiants de Turin, de Genève, Zurich, Londres...

Dans toutes ces universités des actions sont en préparation, pour les jours prochains.

LE MOUVEMENT EN PROVINCE

Les mouvements se généralisent en province : grèves étudiantes à Dijon, Poitiers, Tours, Montpellier, Toulouse, Caen, Lyon, Orléans, Metz, Grenoble, Pau, Aix et Nantes. Manifestations à Poitiers, Tours, Nancy, Clermont, Bordeaux, Caen, Grenoble, Pau, Nantes. A Dijon ces manifestations s'accompagnent d'une occupation de la Faculté des Lettres. A Metz, elles reçoivent l'appui des jeunes ouvriers. Meetings à Montpellier, à Grenoble. Les professeurs, à l'appel du SNESup se mettent en grève dans l'ensemble des facultés à Clermont, à Nice, à Lyon, à Caen, dans les facultés des lettres et des Sciences à Poitiers, dans les facultés des lettres à Besançon et Dijon, dans les facultés des sciences à Paris, à Marseille, à Orléans. A Montpellier, les professeurs de sciences et de lettres tiennent un meeting.

MESSAGE DE BERLIN

Au mouvement du 22 mars. A l'union nationale des étudiants de France. Camarades,

C'est par une grève que nous exprimons notre solidarité avec vous dans le combat contre le terrorisme international des bureaucraties universitaires et gouvernementales qui ne savent répondre à la protestation des forces démocratiques que par la brutalité policière et par l'abus de la juridiction.

Les blessés de Nanterre et de Paris prouvent la nécessité de la lutte active contre les structures réactionnaires de la société.

ASTA de l'université libre de Berlin.
ASTA de l'université technique de Berlin.
ASTA de l'université théologique de Berlin.
ASTA de l'école des Arts et Métiers de Berlin.
ASTA de la maison Pestalozzi-Frögel.
Section de l'institut Otto Suhr.
Séminaire des langues romanes.
Union des étudiants socialistes (S.D.S.).
Union des étudiants démocrates (D.H.B.).
Union des étudiants sociaux démocrates (S.H.B.).
Union des étudiants humanistes (H.S.U.).
Section des étudiants des écoles sociales.
Comité d'action des écoles sociales de la sécurité sociale ouvrière.



Ce n'est qu'un début

Avant la rentrée officielle, cette année, l'agitation était déjà vive au sein de l'université française, deux éléments peuvent expliquer cette agitation :

— L'application systématique de la réforme de l'enseignement supérieur et ses séquences (problèmes d'équivalence de diplôme d'un système à l'autre, de débouchés, d'encadrement, etc.).

— Le contexte dans lequel s'insérerait cette application : les ordonnances « antisociales » d'août 67, les pleins pouvoirs, etc.

Les quatre semaines de novembre furent l'époque du plus grand désordre, de l'effolement le plus total. Ce même mois fut aussi marqué par un événement dont nous sommes aujourd'hui à même de mesurer l'importance : la remontée après bien des années de crise de luttes étudiantes de masse. Le 9 novembre, 5 000 étudiants et lycéens descendaient dans la rue à l'appel de l'U.N.E.F., manifestaient sans ambiguïté leur opposition à la politique sociale et universitaire du gouvernement. Les mots d'ordre sont clairs et témoignent d'un degré de politisation qui surprend parfois : « A bas les ordonnances », « non à la sélection »...

Quelques jours après (20 novembre) éclate à Nanterre la plus importante grève universitaire du pays : 10 000 étudiants sont touchés une semaine durant. Parti de la section de sociologie, le mouvement, partiellement préparé par de nombreux contacts entre S.N.E.S. U.P. et U.N.E.F., dépasse vite l'audience habituelle des organisations syndicales ; il est dirigé par un « comité de grève » regroupant syndiqués (U.N.E.F.), et non-syndiqués. Ce comité traite en tant que tel avec le corps enseignant et l'administration, il organise colloques et débrayages d'amphis et de T.P.

L'administration de son côté joue sur deux tableaux : — Le refuge successif de chaque « autorité » derrière son supérieur hiérarchique immédiat ; exemple : la direction de telle section accorde telle équivalence qui huit jours plus tard est refusée par le ministère.

— La volonté apparente du dialogue avec les étu-

dants en grève au sein de comités « paritaires » (qui en réalité ne sont pas paritaires et n'ont aucun pouvoir de décision). En bref, la volonté d'intégrer le mouvement en lui retirant ses bases d'existence sans lui offrir de réelles satisfactions.

Lorsqu'une inévitable démobilité se produit après l'intense activité de fin novembre, chacun, à Nanterre, sent que l'on n'a pas été aussi loin que possible : il reste bien des choses à faire et de l'énergie pour mener à bien, avec de nouvelles formes d'intervention peut-être, un nouveau combat. Le trimestre se termine, après une grève-participation réussie à la Sorbonne, par une journée nationale le 13 décembre.

Pendant le deuxième trimestre, les lycéens entrent en scène de manière spectaculaire, partout la lutte contre la barbarie américaine au Vietnam se développe, à Nanterre le mouvement démarre.

LES LYCEENS.

Depuis un an environ, un malaise se faisait sentir dans les lycées : grèves et occupations de locaux, à Mantes, Nîmes, Condorcet, Cognac... Le 13 décembre l'idée d'une grève circule spontanément : six lycées se mettent en grève (en moyenne 75 % de participants) et manifestent leur solidarité avec les travailleurs. Prenant pour prétexte la grève du 11 janvier, l'administration exclut un élève de Condorcet pour « activité politique et syndicale ». Cette mesure accélérera les actions lycéennes. Le lendemain 500 lycéens manifestent pour réclamer la réintégration de leur camarade. Le samedi suivant, 1 500 lycéens se heurtent aux forces de l'ordre (8 policiers seront blessés), derrière les banderoles : « Liberté d'expression », « Droit de revendication », « Des profs, pas de flics ».

Le même jour un meeting réunit 500 personnes qui débattent des perspectives des C.A.L. Un militant du S.D.S. allemand explique le combat des lycéens dans son pays. Le 13 mars, 200 lycéens occupent l'Ecole Nationale de Chimie pour protester contre le renvoi d'un militant. Le 14 mars, ils manifestent avec l'U.N.E.F. et le S.N.E.S.U.P. devant le ministère de l'Education nationale où ils reviendront pour déposer leurs pétitions avec le mouvement de la jeunesse communiste. Vendredi dernier, 3 dirigeants des C.A.L. sont arrêtés. Des dizaines de lycéens sortant de cours se joignent spontanément aux étudiants protestant contre la répression.

Aujourd'hui, contre l'arrestation et la condamnation de militants, les lycéens organisent des actions d'agitation : grèves locales sur le tas, meetings dans les cours, ma-

nifestation autour des lycées, actions contre les cars de police stationnant aux alentours... D'autre part, les C.A.L. appellent à manifester le lundi avec les étudiants.

Les lycéens sont sortis de la passivité dans laquelle les confinait l'université autoritaire et répressive ; une large frange a pris conscience de la nature de l'enseignement et de l'université, et qui ont compris la nécessité d'une contestation radicale de la société.

LE 21 FEVRIER.

A l'appel du C.V.N. et de l'U.N.E.F., 8 000 étudiants font du quartier latin le quartier du Vietnam héroïque. Ils remontent le boulevard Saint-Michel nouvellement rebaptisé, brûlent des effigies de Johnson, plantent des drapeaux sur la Sorbonne, défilent 2 heures durant sur les mots d'ordre : F.N.L. à Saigon ! F.N.L. vaincra !

Refusant les défilés et processions rituelles qui ne correspondent pas aux nécessités de la riposte contre l'agression américaine, les étudiants ont fait une manifestation combative et résolue.

A Nanterre, le mouvement renaît au mois de février, à la suite de trois conflits :

— Manifestation de solidarité avec un étudiant menacé d'exclusion de la Faculté et d'expulsion du territoire français. Bagarres avec la police. Agitation à l'intérieur de la Fac.

— L'U.N.E.F. et la F.R.U.F. (Fédération des Résidences Universitaires de France) appellent pour le 14 février à abroger un règlement intérieur qui veut confiner les étudiants dans un statut passif, dans un monde clos et aliénant. Engagée nationalement, préparée massivement, l'action réussit pleinement.

— Le 22 mars, à la suite de l'arrestation de 6 militants du C.V.N., un meeting de protestation est organisé au terme duquel on décide l'occupation du bâtiment administratif pour le soir même. 150 étudiants réunis dans la salle du conseil des professeurs débattent jusqu'à deux heures du matin de nombreux problèmes politiques. Une journée de débats politiques est fixée au 29 mars.

Une intense préparation de la journée (tracts, prise de parole, campagne d'affiches à l'intérieur des locaux universitaires inquiète l'administration, qui cherche à dresser le personnel de la faculté contre les étudiants. Le doyen Grappin répondant à la discussion par l'autorité ordonne la suspension des cours et des T.P. jusqu'au 1er avril. Le 29, tandis qu'un important dispositif policier ceinture le campus, 600 étudiants participent au meeting d'ouverture dans un foyer de la cité, puis se répartissent dans des commissions pour discuter sur les thèmes prévus : Luites étudiantes et luites ouvrières ; luites anti-impérialistes ; luites étudiantes dans les démocraties populaires ; université critique, critique de l'université. Le 1er avril les étudiants en sociologie de deuxième année de premier cycle, décident majoritairement de boycotter leurs examens. Ils publient un texte dénonçant l'enseignement de la sociologie. Des dissensions apparaissent au sein du corps enseignant : « Libéraux » contre « conservateurs » qui exigent l'arrestation des « meneurs ».

2 avril, succès complet : 1 500 personnes se réunissent dans un amphi de la faculté puis se répartissent en commission dans des salles de cours. L'assemblée plénière finale décide la continuation du mouvement, la publication d'un bulletin largement diffusé à Nanterre et à Paris.

Nanterre n'a pas été un cas à part comme on tente de le faire croire. Les mouvements qui ont lieu dans les campus : Besançon, Nice... annonçaient par certains aspects celui de Nanterre. A la Sorbonne le mouvement d'action universitaire organise un meeting international sur les luites étudiantes en Europe. La réunion est interdite, les étudiants occupent un amphithéâtre et pour la première fois refusent par les actes, l'interdiction obscurantiste des manifestations politiques à la Sorbonne.

A Nantes les résidentes envahissent le pavillon des garçons, 2 000 étudiants qui entendent imposer le droit à l'information politique manifestent. Ils dénoncent également le rôle répressif d'une certaine psycho-sociologie. La réaction est brutale. Les forces de police mobilisées sont nombreuses et parfaitement armées. Les condamnations portées au terme d'actions juridiques exceptionnelles sont sévères, les amendes sont très lourdes.

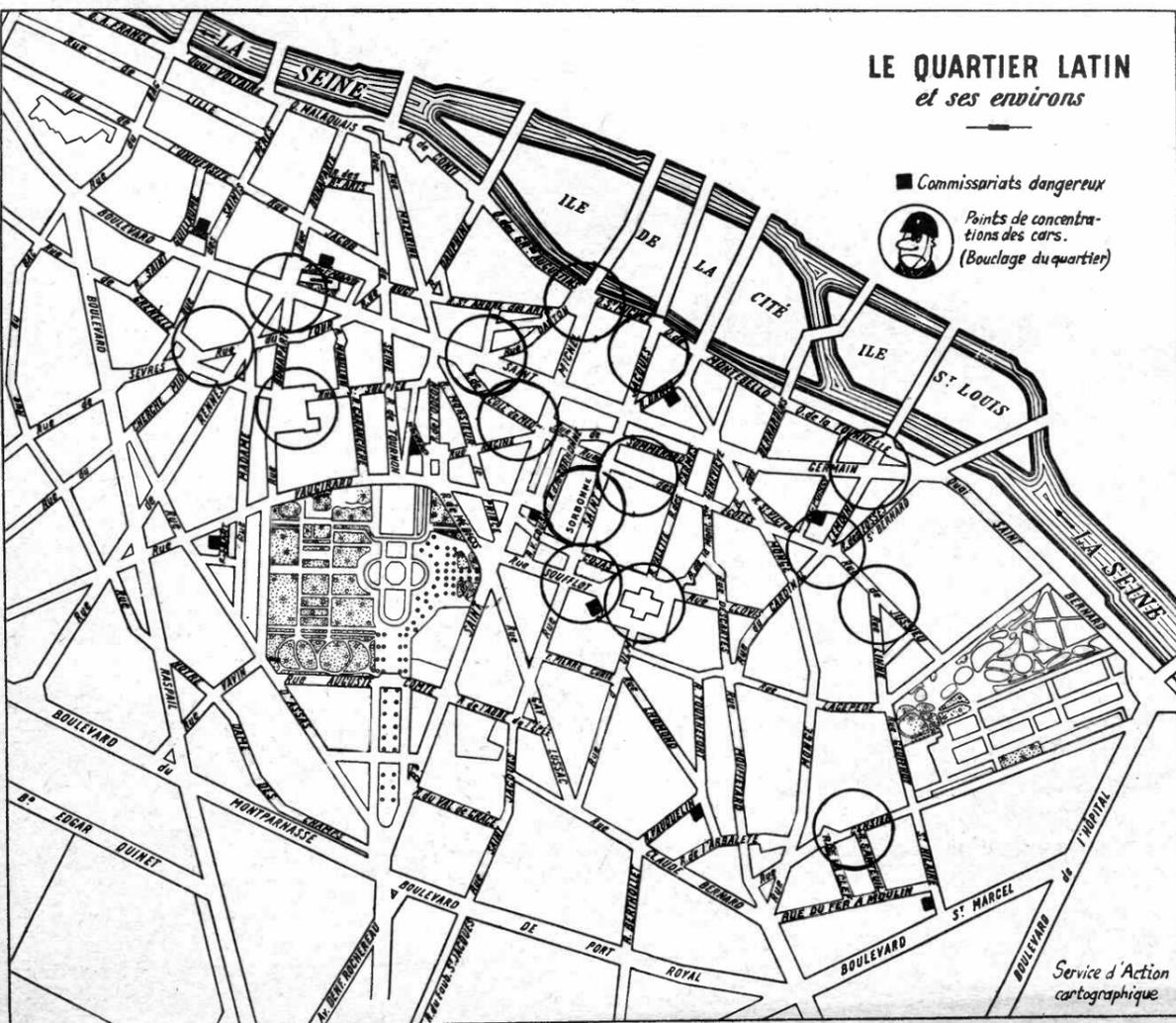
Nantes est restée isolée... La leçon a porté.

LE MOUVEMENT DU 22 MARS.

Mouvement de contestation radicale et anti-impérialiste (débat et actions sur le Vietnam motions de solidarité avec les étudiants polonais et le peuple guadeloupéen, etc.), voilà ce qu'a voulu être le mouvement du 22 mars. Animé par 2 à 300 étudiants, il est capable d'en mobiliser quasiment en permanence 1 000 à 1 200. Dans le cadre d'une faculté neuve sans traditions politiques et syndicales, c'est sans doute l'originalité de l'intervention du mouvement, qui lui a permis d'acquiescer si rapidement une audience que les organisations traditionnelles n'avaient jamais connu à Nanterre. Sur le thème central du droit d'expression politique à l'intérieur de la Faculté, il a obligé chacun à se prononcer par rapport à lui et a donc accéléré la prise de conscience politique de nombreux étudiants non organisés, tout en leur offrant la possibilité de participer activement à la préparation des actions engagées. Bref la dénonciation et le refus de l'université de classe, l'approfondissement du problème de la jonction des luites étudiantes avec celles des travailleurs, thème privilégié des travaux du mouvement exclut (fallait-il le préciser ?) le moindre crédit accordé au mythe des quelques « engagés » qui mèneraient de pauvres moutons à l'abîme.

Le succès des activités entreprises après Pâques a contribué à la décision de l'administration de fermer à nouveau la Faculté après une prise de position fort peu claire sur un meeting prévu par « occident » à l'intérieur des locaux universitaires. Les étudiants de Nanterre étaient prêts à défendre chèrement les journées anti-impérialistes prévues pour le 2 et le 3 mai. Le 2, les fascistes ne vinrent pas. Le 3 la Faculté était fermée ; l'action se porte sur Paris. On sait la suite.

Désormais Nanterre n'est plus isolée. Le mouvement doit s'étendre « DE LA CRITIQUE DE L'UNIVERSITE DE CLASSE A LA CONTESTATION DE LA SOCIETE CAPITALISTE ».



UNE DIZAINE D'ENRAGES



CE QU'IL FAUT:
LA REOUVERTURE DES FACULTES
L'ANNULATION
DE TOUTES LES POURSUITES
LE QUARTIER LATIN
AUX ETUDIANTS

8 h, des groupes d'étudiants commencent à sillonner le Quartier Latin distribuant des tracts pour la manifestation, s'accumulent jusqu'à 9 h-9 h 30, heure à laquelle les sept étudiants entrent à la Sorbonne pour se présenter au Conseil de discipline. Dès 7 h-7 h 30 un très important déploiement de forces de police avait été mis en place, créant des verrous à chaque intersection de rues. Une manifestation est lancée lors de l'entrée des sept camarades dans la Sorbonne, qui chantaient l'internationale poings levés. Cette manifestation va parcourir Paris en passant successivement dans le Quartier Latin, s'arrêtant à la Faculté des Sciences où un meeting se tint. Evaluée à 5000 manifestants, elle repartait, passait à l'Opéra et rejoignait le bd Saint-Germain, scandant : Libérez nos camarades ! Roche démission !

Alors que la manifestation remontait la rue Saint-Jacques, elle connut son premier heurt sérieux avec les CRS, qui allait décider de la tournure définitive de la manifestation. Principaux points chauds : Maubert, Denfert-Rochereau, et enfin les barricades de Saint-Germain-des-Prés. L'ouragan s'abattait sur le Quartier Latin.

— La première charge de CRS s'est produite rue Saint-Jacques par pure provocation.

— A la hauteur de la pharmacie située face à la rue A. Thénard, sur le bd Saint-Germain, 3 CRS ont matraqué pendant plusieurs minutes un jeune homme qui sortait de chez lui. Un officier CRS s'est rendu compte que des journalistes étaient en train de filmer la scène. Il a donné l'ordre d'arrêter.

— Durant les batailles de la place Maubert, la police a utilisé des grenades asphyxiantes, lancées à la main, ou par obusier portable, ou bien encore du haut des hélicoptères.

— Rue Maître-Albert plusieurs centaines de manifestants tiennent autant de CRS en respect à coups de tout (pierres, etc...). Puis charge des flics, des manifestants se réfugient dans la rue Maître-Albert. Avec un fusil lance-bombes, un CRS envoie une charge de gaz dans la chambre d'un hôtel (Hôtel de France) en brisant les vitres de la fenêtre. Un vieil homme fut tiré de la chambre dans un état lamentable. Nombre de Nord-Africains habitant là ripostèrent avec des volées de pierres sur les flics qui reculèrent, bientôt enfumés par un incendie sur la place Maubert.

— Chez Maspéro : charges de CRS dans le tas du bd Saint-Michel. Les étudiants se réfugient dans la librairie La Joie de Lire. Des CRS entourent la librairie, proposant

avec le sourire la matraque ou les bombes asphyxiantes, que finalement ils enverront dans la librairie. J.-L. Godard qui filmait les scènes de matraquage de passants isolés fut assailli par les flics et sa caméra brisée. Il sera relâché quelques instants après.

— Ordinairement les CRS chargent sans avertissement. Ceci est contraire à la loi. La sommation réglementaire consiste en trois coups de clairon. Hier il y a eu des charges à la trompette.

A côté des grenades lacrymogènes qui font seulement pleurer, la police a utilisé des bombes asphyxiantes aux gaz incapacitants CW et CB mortels à forte dose. La Croix Rouge française a été gênée dans son action par les gardes mobiles. Il a fallu 30 mn pour faire évacuer les blessés d'une pharmacie du bd St-Germain. Les manifestants arrêtés étaient tabassés dans les cars. Les flics tabassaient également des gens évanouis sous l'effet des gaz incapacitants. Longtemps après la dispersion de la manifestation les CRS ont bloqué les issues de la rue Monsieur-le-Prince pour mettre en état de siège le local du SNESup ;

— Pendant toute la soirée les gardes mobiles ont systématiquement attaqué les étudiants isolés qui avaient l'audace de s'attarder dans les rues. Jusqu'à 1 h du matin des corps spéciaux de la police attaquent matraque en main les passants dans les petites rues du Quartier Latin, les poursuivant dans les couloirs et les escaliers des immeubles.

La journée d'hier fut la réponse pratique à la campagne de calomnies de la presse.

Venant de Denfert Rochereau 20000 manifestants arrivaient à Saint-Germain-des-Prés scandant : " NOUS SOMMES UN GROUPE SCULPTURE ? UNE DIZAINE D'ENRAGES... C'est en masse que les étudiants ont répondu à la répression, résisté à la brutalité policière. La presse bourgeoise aujourd'hui ne comprend pas que des jeunes (étudiants, lycéens ou travailleurs) puissent répondre à la répression, contre attaquer devant des policiers casqués, armés de matraques, de fusils, de lance-grenades, de bombes asphyxiantes...

Défenseurs d'un système où une minorité exploite et manipule une majorité ; ils ne peuvent raisonner que dans ces termes : pour eux les jeunes " doivent " être dirigés de l'extérieur pour pouvoir affronter violemment les forces de police. La bourgeoisie doit élaborer un nouveau mythe : celui de " commandos étudiants entraînés à la guérilla urbaine " !

— Hier de 18 h 30 à 20 h 20000 manifestants parmi eux, des professeurs se regroupent et défilent dans le calme le plus complet de Denfert Rochereau à St-Germain. C'est l'intervention des forces de police qui engendra la violence. L'origine de la provocation est évidente. La détermination de la riposte le sera tout autant. La police fut contrainte de reculer.

C'est maintenant dans l'organisation à tous les niveaux que se poursuivra la lutte.

Lundi 6 en Province

Grenoble : 1500 manifestants, une dizaine de blessés, un meeting sur le campus, une manifestation à 18 h, agitation de groupes fascistes. Toulouse : Intervention de la police à la demande du recteur, occupation massive de la Fac, heurts violents avec les flics, grève 100 % en Lettres, une manifestation prévue mardi, des missions de trois membres sur six du bureau d'AGE (UEC), qui condamnent le mouvement national réclamant une préparation à l'examen dans de meilleures conditions, une majorité d'étudiants favorables au mouvement de Nanterre, une AG prévue pour décider de la grève limitée. STRASBOURG Mille manifestants ; grève totale, piquet d'explication, prochaine AG décidera suite action. RENNES 2000 manifestants, grève générale mercredi. LYON 3000 participants à un meeting Sciences appliquées, manifestations prévues mardi avec participation Rhodiaceta. CLERMONT FERRAND grève totale. DIJON grève générale 95 % Lettres Droit, 80 % Sciences, risques de heurt avec les fascistes. BORDEAUX grève mardi. ORLEANS 400 manifestants. NANCY un meeting d'explication lundi, pas de grève. BESANCON pas de cours, explications dans les amphis, meeting lundi. METZ grève mardi. MARSEILLE heurts violents. AIX grève en Droit. PARIS 95 % grève dans les grandes écoles, 7 lycées. Le proviseur de Michelet manifeste en tête de ses élèves. POITIERS grève 90 %, meeting. LILLE un meeting, une motion sur la grève sera votée ultérieurement.

